



T206

EXAMEN DES RISQUES

Cyberconférence à l'intention des investisseurs



BOB McGLASHAN
Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
24 mai 2006



DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

MISE EN GARDE CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Cette présentation contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2006 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs de cette présentation de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : la situation économique générale dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous oeuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en oeuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 29 et 30 du Rapport annuel 2005 de BMO, qui traitent de certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2006 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et de nos cibles financières pour l'exercice 2006, y compris notre provision pour créances irrécouvrables. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine devraient croître à un rythme vigoureux en 2006 et le taux d'inflation devrait demeurer bas. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt augmenteraient progressivement dans les deux pays en 2006 et que le dollar canadien conserverait ses récents gains. Nous croyons que ces hypothèses sont toujours valables et nous avons continué à nous fonder sur elles pour évaluer notre capacité d'atteindre nos cibles financières pour l'exercice 2006. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.



T2 2006

Points saillants du risque
de crédit et
de contrepartie

Solde brut
des prêts douteux

771 millions \$ ↑ 3 %*

Solde brut des nouveaux
prêts douteux

173 millions \$ ↑ 122 %*

PCI spécifique

66 millions \$ ↑ 27 %*

* Variation par rapport au trimestre
précédent

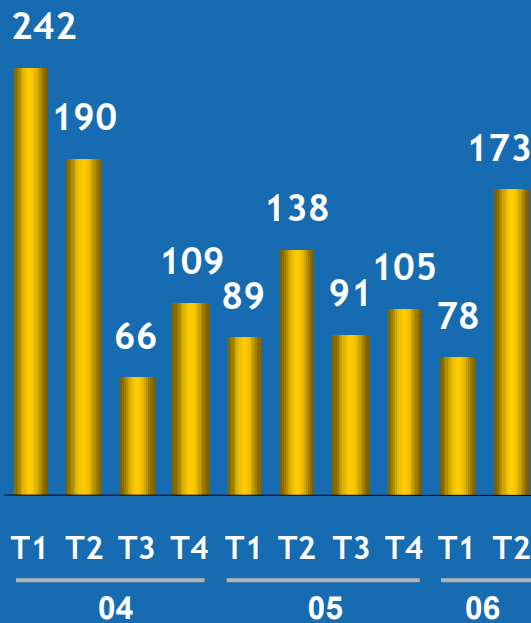
SOLIDE PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE DE PRÊTS au deuxième trimestre de 2006

- Le solde brut des prêts douteux du trimestre a augmenté de 26 millions de dollars et demeure peu élevé par rapport aux niveaux historiques.
- Le solde brut des nouveaux prêts douteux a augmenté de 95 millions de dollars pour le trimestre, mais l'augmentation a été compensée par les ventes de prêts et les remboursements.
- La provision pour créances irrécouvrables se chiffre à 66 millions de dollars, sans réduction de la réserve générale, soit une hausse de 14 millions par rapport au premier trimestre de 2006.
- La réserve pour créances irrécouvrables, qui s'élève à 1 117 millions de dollars, est constituée de réserves spécifiques de 178 millions et d'une réserve générale de 939 millions.
- La cible de la PCI spécifique pour l'exercice 2006 demeure à 325 millions de dollars ou moins, compte tenu des bons résultats obtenus depuis le début de l'exercice et de la stabilité du contexte du crédit.



Solde brut des nouveaux
prêts douteux

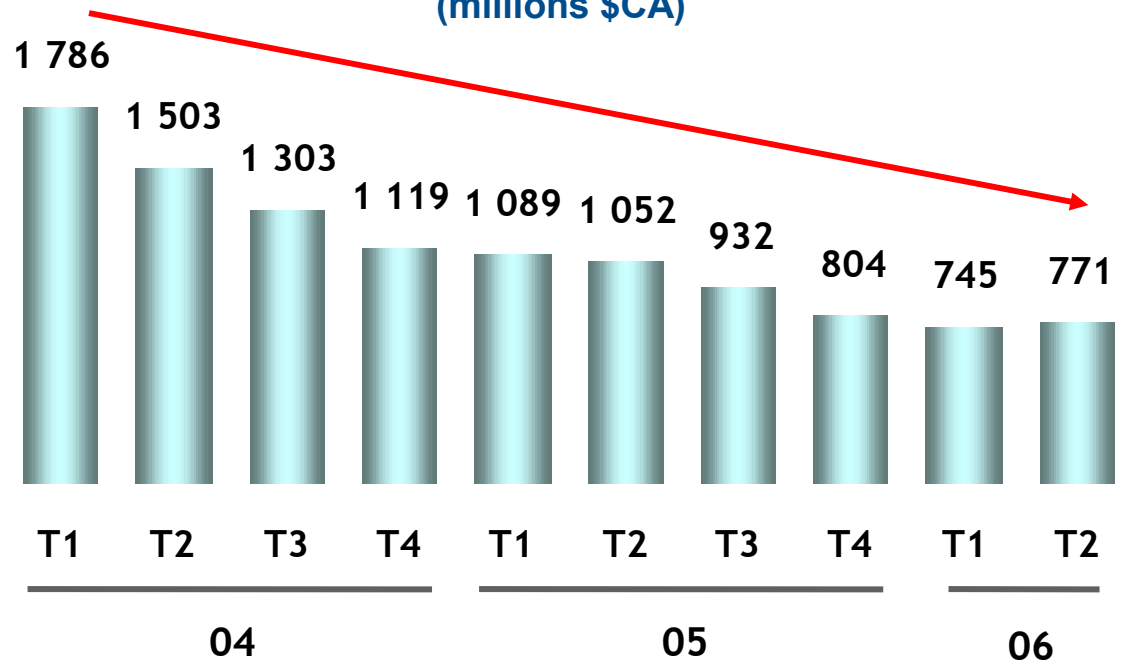
Trimestriel
(millions \$CA)



LA QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DE PRÊTS DEMEURE BONNE

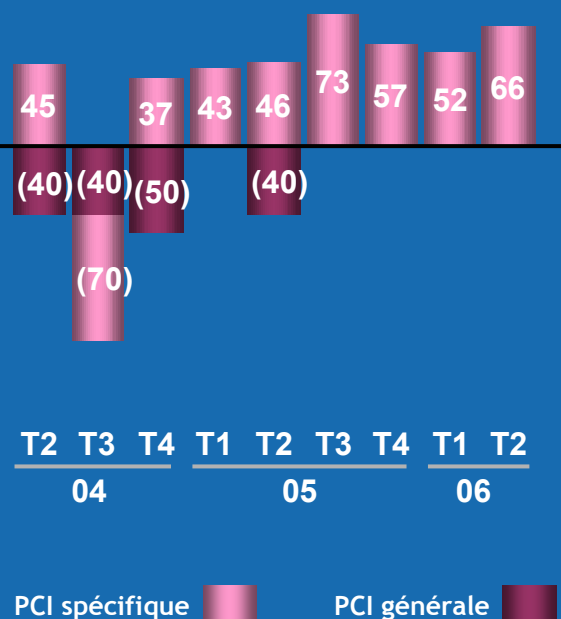
Le solde brut des prêts douteux demeure à des niveaux historiquement bas; le solde brut des nouveaux prêts douteux demeure volatil.

Solde brut des prêts douteux
(millions \$CA)



PCI totale

Trimestrielle
(millions \$CA)



LA PCI TOTALE reflète la stabilité continue du contexte du crédit

Provision pour créances irrécouvrables
(millions \$CA)

Segments de portefeuille

Particuliers

T2 06	T1 06	T2 05
58	46	64

Entreprises

12	6	11
----	---	----

Grandes entreprises

(4)	-	(29)
-----	---	------

PCI spécifique

66	52	46
----	----	----

Réduction de la réserve générale

0	0	(40)
---	---	------

PCI totale

66	52	6
-----------	-----------	----------

PCI spécifique en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les prises en pension)* †

14 pdb	12 pdb	11 pdb
--------	--------	--------

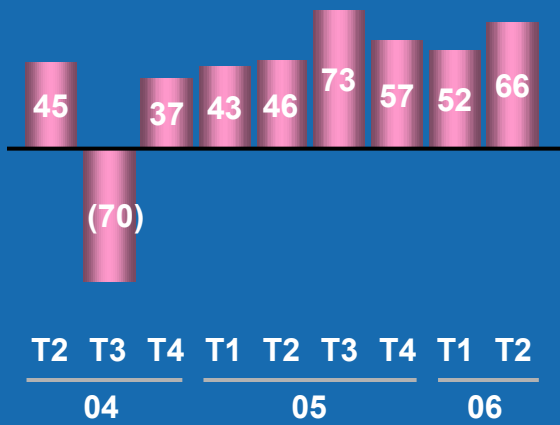
* Annualisée

† Comparativement à une moyenne sur 15 ans de 38 points de base.

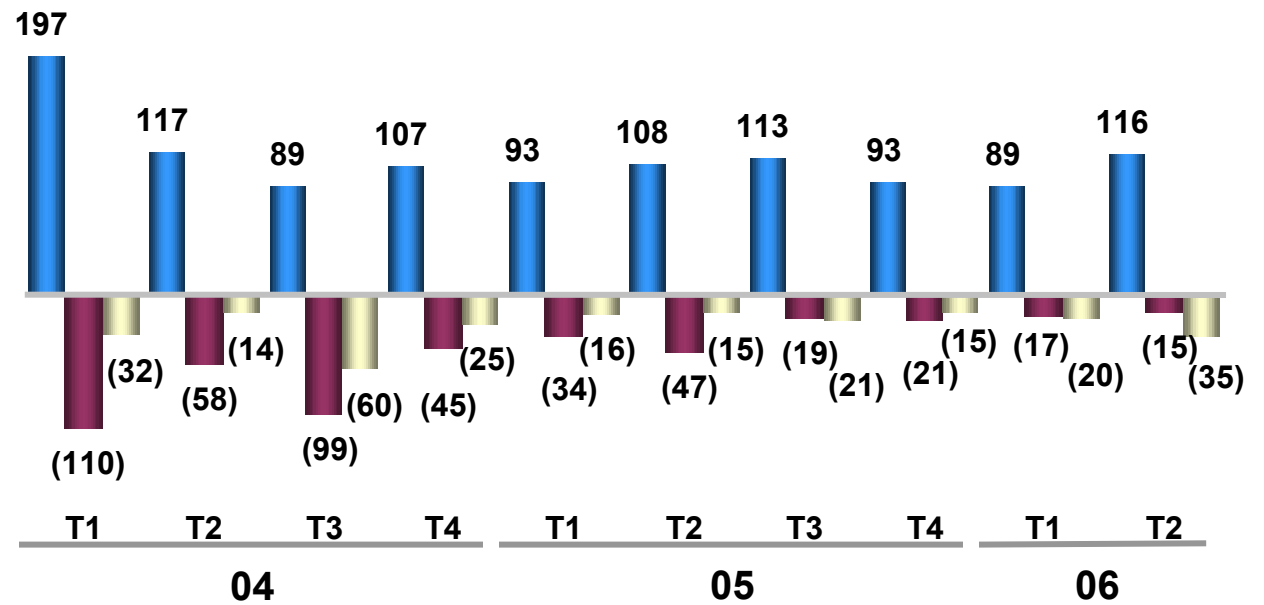





PCI spécifique

Trimestrielle
(millions \$CA)




LE NIVEAU DES NOUVELLES PROVISIONS SPÉCIFIQUES DEMEURE BAS



-  Nouvelles provisions spécifiques.
-  Reprises de réserves précédemment établies.
-  Recouvrements de prêts précédemment radiés.



PCI spécifique en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les prises en pension)

%	BMO	 Concurrentes canadiennes
T2 06	0,14	n.d.
T1 06	0,12	0,23
T2 05	0,11	0,17
Ex. 2005	0,13	0,20
Moy. sur 15 ans	0,38	0,59

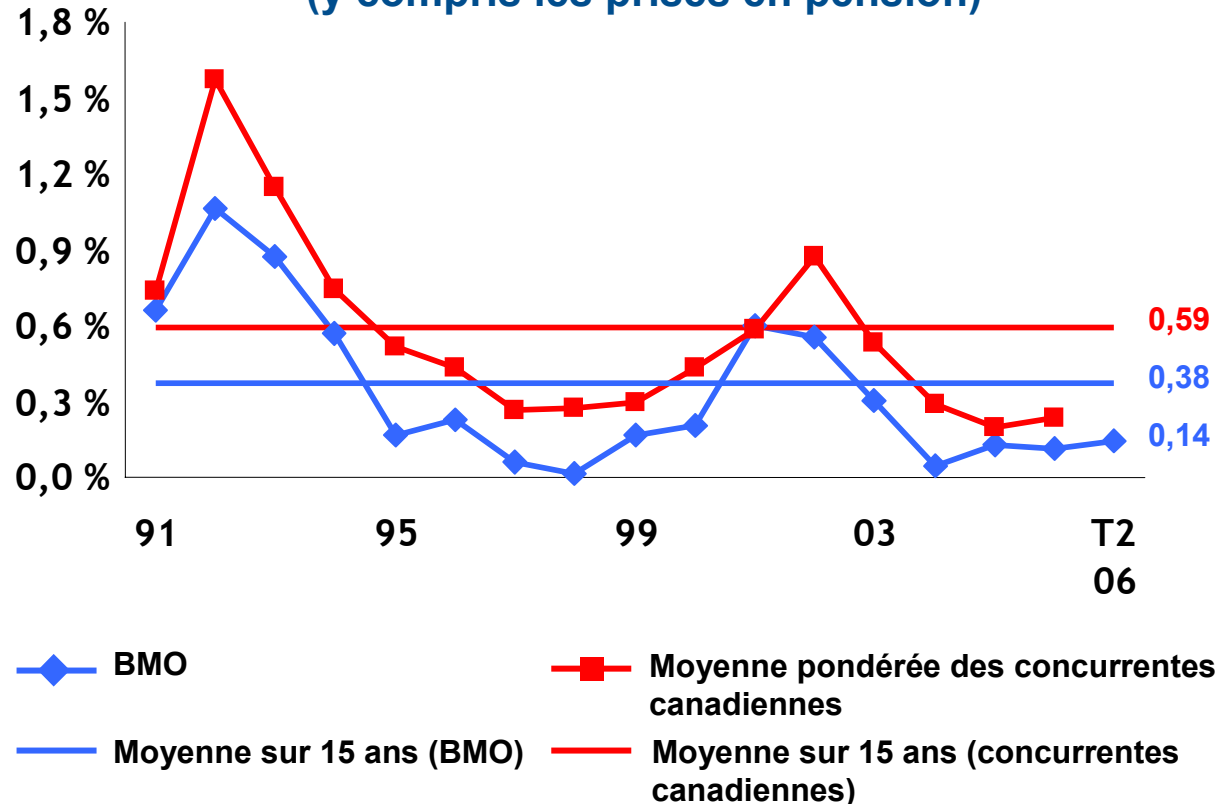
Les concurrentes canadiennes de BMO comprennent : RY, BNS, CM, TD et NA.

Pour les concurrentes canadiennes, la moyenne exclut l'incidence des provisions sectorielles de TD.

Moyenne sur 15 ans : de 1991 à 2005.

MESURE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE DE PRÊTS

PCI spécifique en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les prises en pension)





LA PCI SPÉCIFIQUE PRÉVUE POUR 2006

demeure à 325 millions \$ ou moins

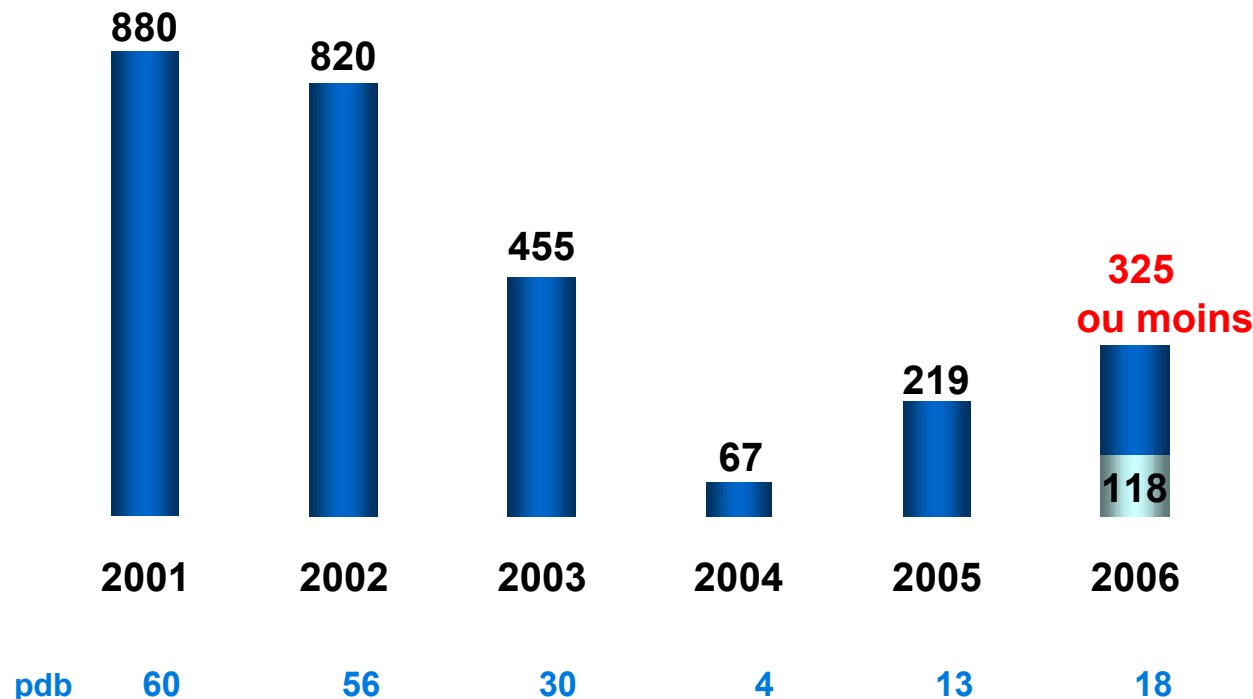
PCI SPÉCIFIQUE EN POURCENTAGE DES PRÊTS ET ACCEPTATIONS (millions \$CA)


PCI spécifique visée pour l'exercice 2006

Les bons résultats des six premiers mois de l'exercice reflètent la stabilité du contexte du crédit.

**Nous continuons
à prévoir...**

Une modeste augmentation des nouvelles provisions spécifiques et une diminution des reprises et recouvrements par rapport à 2005.



PCI spécifique de 118 millions \$ pour les six premiers mois de 2006. 

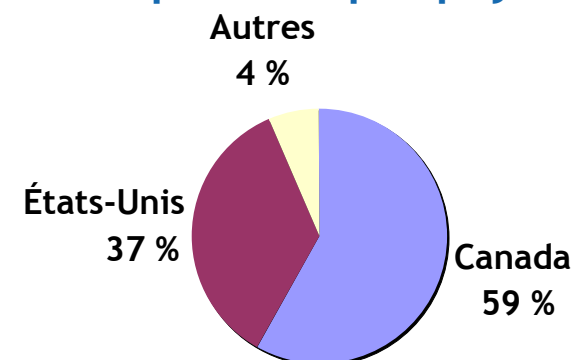
FABRICATION D'AUTOMOBILES ET DE PIÈCES

Solde brut des prêts et acceptations par pays

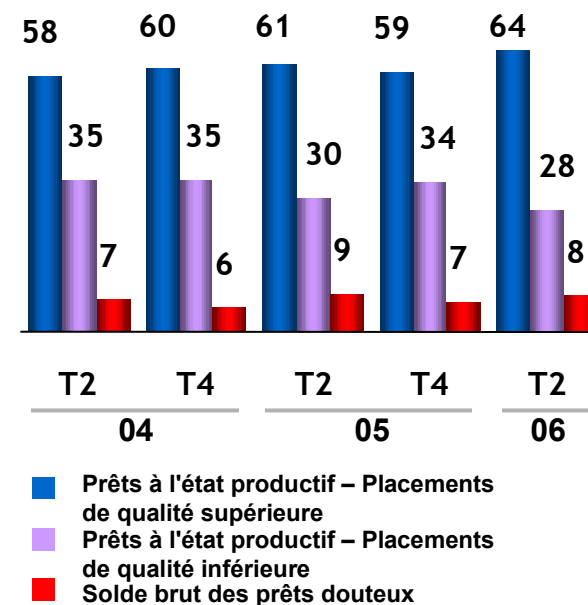
En millions \$CA au 30 avril 2006

Prêts à l'état productif

	Solde brut total - Prêts et AB	Solde brut des prêts douteux	Solde net des prêts douteux	Placements de qualité supérieure	Placements de qualité inférieure
Pièces	400	35	30	257	108
Automobiles	33	-	-	21	12
Total	433*	35**	30	278	120



Indice de migration (%)



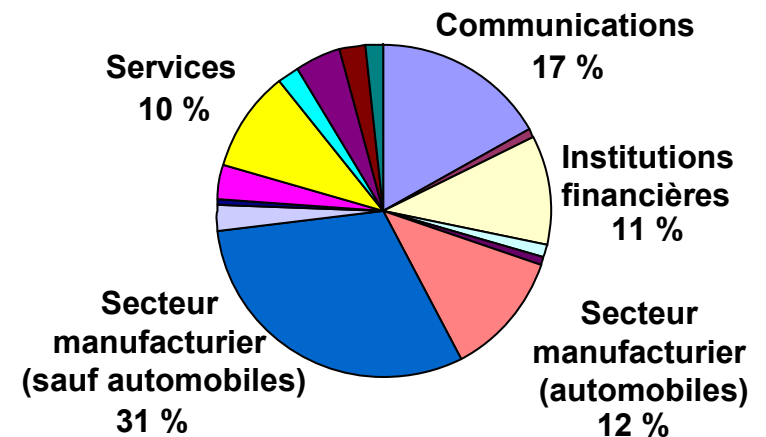
* Représente 0,3 % de l'ensemble du portefeuille de prêts (à l'exclusion des prises en pension). Voir les Données financières complémentaires, aux pages 26, 29 et 30.

** Canada : 6 % ; États-Unis : 94 %.

LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE CRÉDIT SERVENT À AMÉLIORER LA GESTION DE NOTRE PORTEFEUILLE DE PRÊTS

Portefeuille de protection de crédit (millions \$CA)			
30 avril 2006			
	Couverture à titulaire unique	Couverture à l'indice	Total des couvertures
Communications	166	49	215
Construction	-	14	14
Institutions financières	28	107	135
Produits forestiers	-	14	14
Administrations publiques	-	9	9
Sect. manuf. (automobiles)	140	12	152
Sect. manuf. (sauf auto.)	264	130	394
Industries pétrol. et gazière	-	33	33
Immobilier	-	9	9
Commerce de détail	6	35	41
Services	67	59	126
Transports	-	28	28
Services publics	22	32	54
Commerce de gros	-	33	33
Autres	-	22	22
Total au T2 06	693	586	1 279
Total au T1 06	664	602	1 266

Répartition par secteur
30 avril 2006



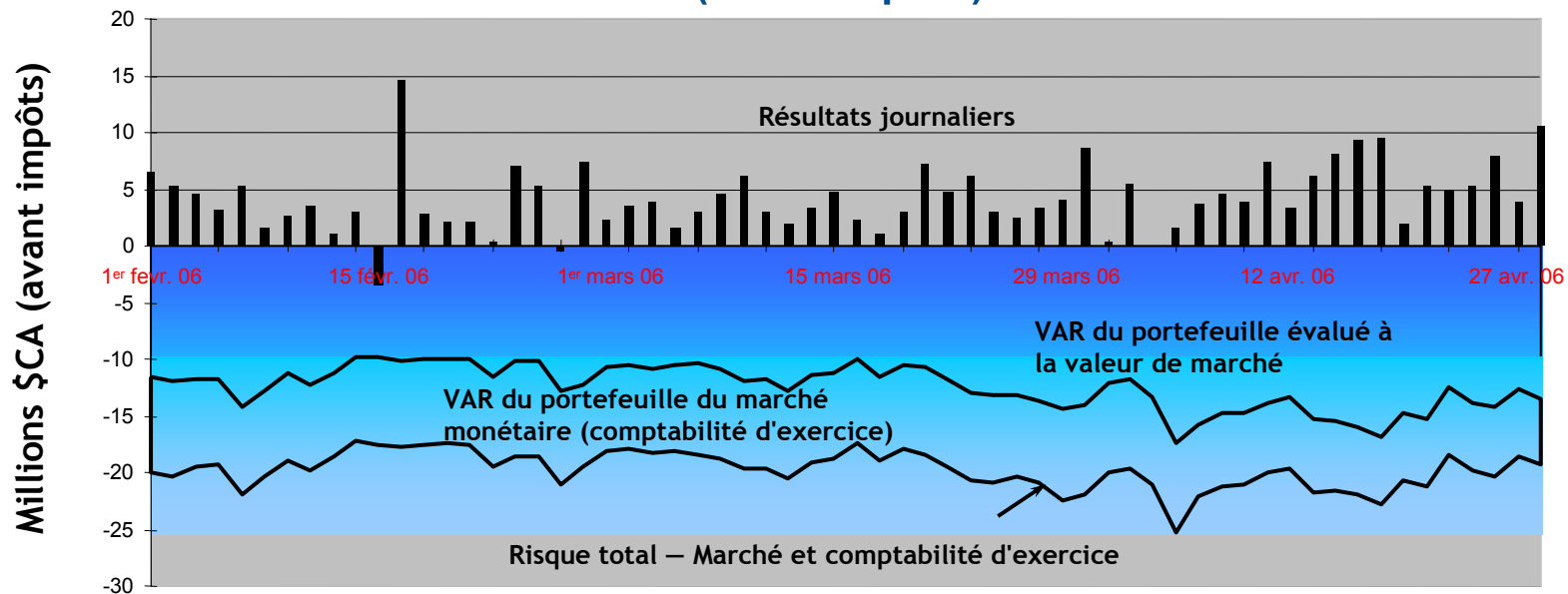


LES ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION ET DE PRISE FERME

ont été stables et profitables au cours du trimestre

Négociation et prise ferme – Revenus nets par rapport au risque lié à la valeur de marché

**Du 1^{er} février 2006 au 30 avril 2006 (millions \$CA)
(avant impôts)**



(Pour les données sur les risques, présentées après impôts, voir les Données financières complémentaires à la page 34.)



ANNEXE

DISTRIBUTION DU PORTEFEUILLE DE PRÊTS

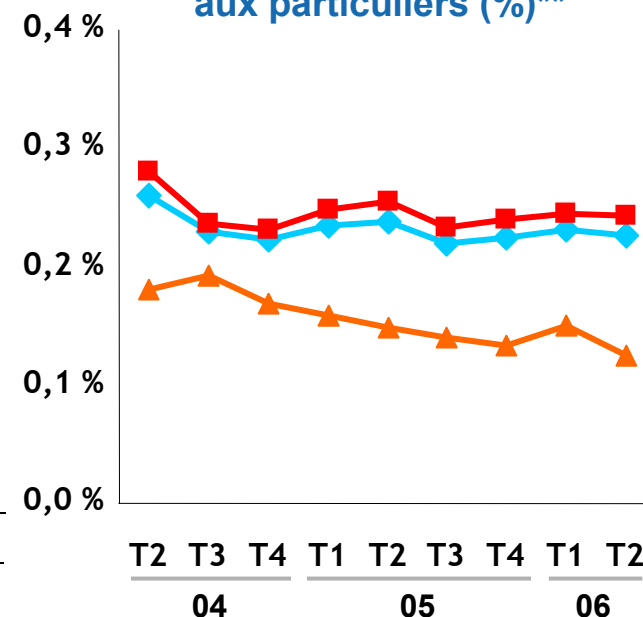
Particuliers/ Entreprises/ Grandes entreprises

Solde brut des prêts et acceptations* (milliards \$CA)
Au 30 avril 2006

	Canada	États-Unis	Autres	Total	
Particuliers					
Prêts hypothécaires à l'habitation	54	6	-	60	39 %
Prêts à la consommation	20	9	-	29	19 %
Cartes de crédit	5	-	-	5	3 %
Total des prêts aux particuliers	79	15	-	94	61 %
Entreprises					
Grandes entreprises	8	13	3	24	15 %
Total	119	34	3	156	100 %

* À l'exclusion des prises en pension.

Taux des prêts en souffrance dans le portefeuille des prêts aux particuliers (%)**



◆ Total du portefeuille des prêts aux particuliers
■ Canada
▲ États-Unis

** Prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus, en pourcentage du portefeuille.

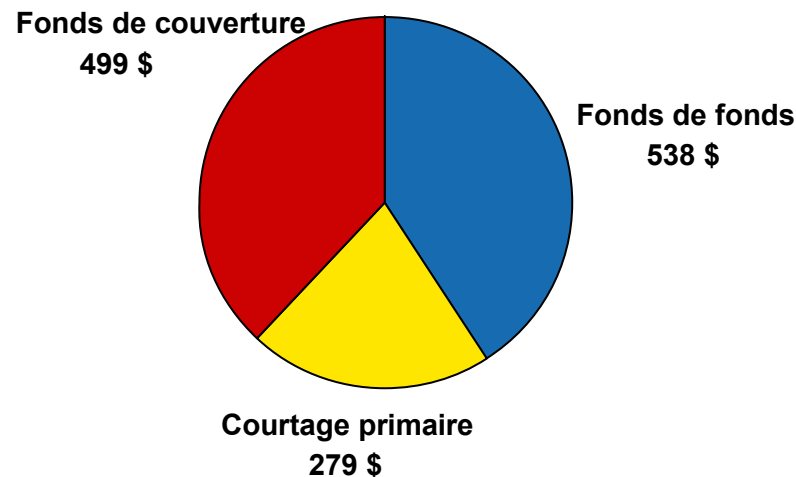
(Voir les Données financières complémentaires, à la page 24.)



LES RISQUES LIÉS AUX FONDS DE COUVERTURE SONT SURVEILLÉS DE PRÈS ET FONT L'OBJET DE CONTRÔLES RIGOUREUX

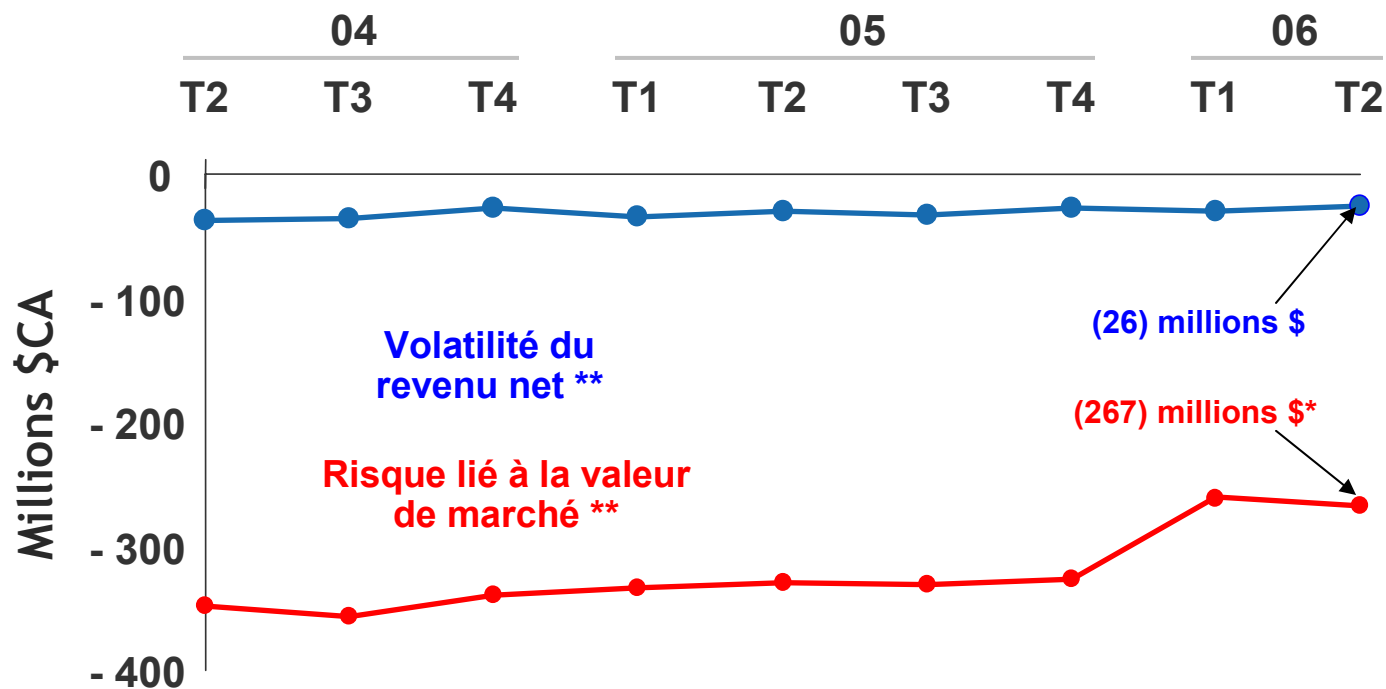
Fonds de couverture – Utilisés
Millions \$US
30 avril 2006

Les risques liés à ces secteurs sont assujettis à des limites qui sont soumises au Conseil d'administration et approuvées par lui.



Risque	Nature principale du risque
Fonds de couverture	Risque de substitution lié au portefeuille de négociation sur les marchés financiers
Courtage primaire	Prêts garantis
Fonds de fonds	Crédits à court terme, de fonds de roulement

LA VOLATILITÉ DU REVENU NET DU PORTEFEUILLE STRUCTUREL demeure faible et LE RISQUE STRUCTUREL LIÉ À LA VALEUR DE MARCHÉ demeure dans la fourchette visée



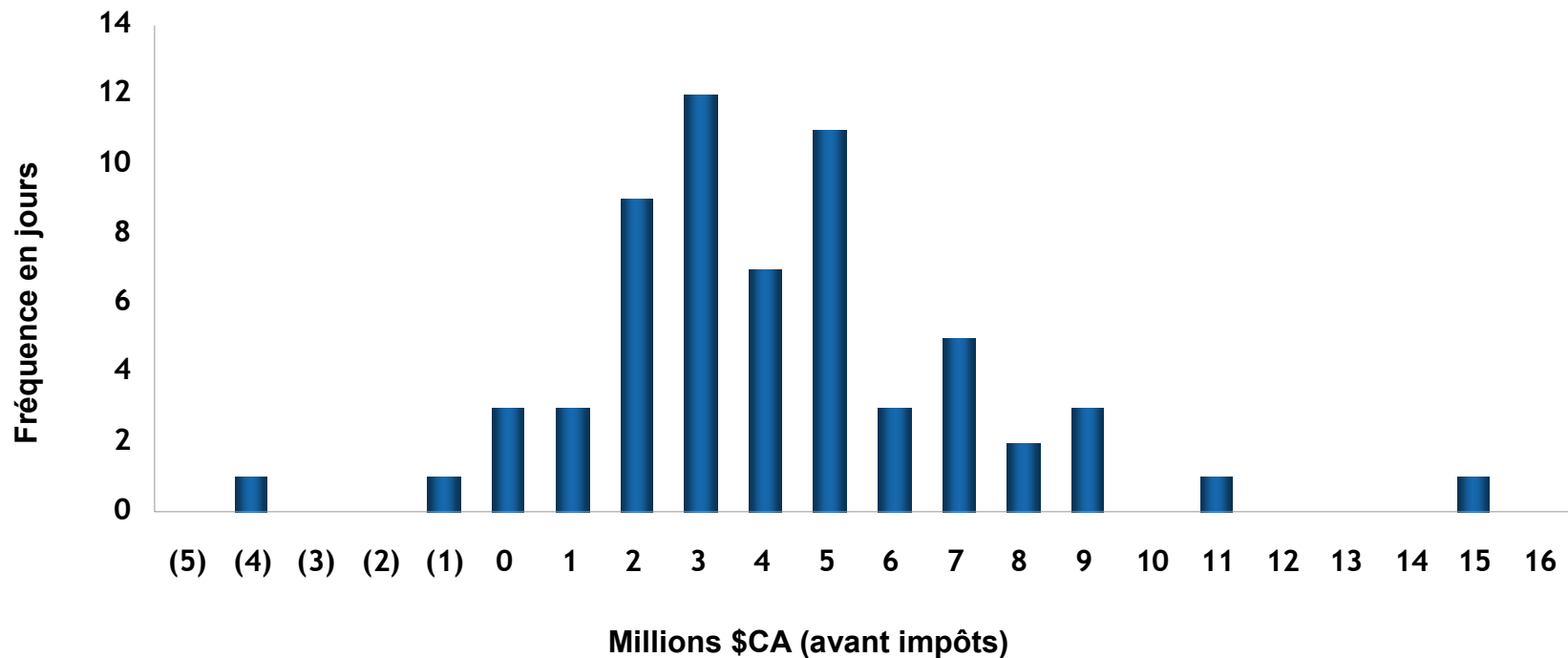
* Le risque lié à la valeur de marché pour les placements du portefeuille structurel a diminué au premier trimestre de 2006, en raison de l'utilisation d'un modèle de volatilité des taux d'intérêt plus bas. La volatilité des taux d'intérêt est établie d'après des données historiques couvrant une période de 10 ans qui, à compter de l'exercice 2006, exclut la grande volatilité qui a marqué l'exercice 1995.

** Voir les définitions à la page 34 des Données financières complémentaires.



RÉPARTITION DES RÉSULTATS JOURNALIERS SELON LA FRÉQUENCE POUR LES ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION ET DE PRISE FERME

RÉPARTITION DES RÉSULTATS JOURNALIERS SELON LA FRÉQUENCE POUR LES ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION ET DE PRISE FERME
Du 1^{er} février au 30 avril 2006





RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS • PERSONNES-RESSOURCES

Viki Lazaris

Première vice-présidente

(416) 867-6656

viki.lazaris@bmo.com

Steven Bonin

Directeur général

(416) 867-5452

steven.bonin@bmo.com

Krista White

Directrice principale

(416) 867-7019

krista.white@bmo.com



TÉLÉCOPIEUR : (416) 867-3367

Courriel : investor.relations@bmo.com

www.bmo.com/relationinvestisseurs